



CÔTE D'IVOIRE: « Nous devrions arrêter de nous entretuer »



Photo: Otto Bakano/IRIN

Le 20 juillet 2012, le camp de PDIP de Nahibly dans l'ouest de la Côte d'Ivoire a été incendié par une foule de près de cent personnes

DUÉKOUÉ, 5 August 2012 (IRIN) - Des assiettes et des tasses noircies par les flammes ainsi qu'une bâche en lambeaux pendue à des structures en bois calcinées jonchent le camp pour personnes déplacées de Nahibly à Duékoué, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, après une attaque qui illustre les tensions persistantes dans la région.

Le 20 juillet, une foule de 500 à 1 000 individus armés de machettes et de bâtons a pris d'assaut le camp dans une apparente attaque de représailles, après le meurtre de cinq personnes survenu dans la région quelques heures auparavant. L'assaut a fait six morts, des dizaines de blessés et a obligé plus de 5 000 personnes, principalement des réfugiés de l'ethnie Guéré, à fuir le dernier camp de PDIP du pays.

Le 27 juillet, le représentant spécial des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire Bert Koenders a déclaré à la presse : « Les événements de Duékoué, y compris le blâme collectif et la justice populaire, montrent la nécessité d'un processus de réconciliation solide, ainsi que la restauration de l'État de

droit et de l'autorité étatique dans l'ensemble du pays ».

Cette attaque imputée à l'ethnie des Malinkés et aux chasseurs traditionnels armés, communément appelés Dozos, est la deuxième en près de six semaines dans l'ouest, région en proie à l'agitation. Le 8 juin, des milices armées [ont tué](#) sept Casques bleus et plus d'une dizaine de civils dans la région de Para, près de la frontière avec le Libéria.

Parmi les personnes qui ont fui Nahibly, certaines ont ensuite provisoirement trouvé refuge à la Mission catholique de la ville de Duékoué, dans l'enceinte de la mairie, et dans la brousse environnante. Près d'un millier de personnes ont été comptabilisées et certaines d'entre elles ont choisi de retourner dans leurs villages malgré l'insécurité régnante.

La plupart des gens réfugiés à Nahibly viennent de villages voisins de Duékoué, où beaucoup de maisons n'ont plus de toit et sont envahies par les mauvaises herbes depuis les attaques des partisans du candidat de l'opposition d'alors, Alassane Ouattara. Le 28 mars 2011 avait marqué le début d'intenses combats contre les défenseurs de l'ex-président Laurent Gbagbo lorsqu'il avait refusé de reconnaître sa défaite électorale.

« Notre sécurité n'est pas garantie. Même si je suis rentré, j'ai vraiment peur, j'imagine comment m'échapper avec mes jeunes enfants en cas d'attaque », a dit Basil Mohoké, 42 ans, père de trois enfants qui est retourné dans son village après la destruction du camp de Nahibly. Il vit maintenant chez son frère, car sa maison n'a plus de toit. « Le gouvernement ne s'occupe pas de nous - si c'était le cas, nous ne nous ferions pas massacrer ».

Les rivalités ethniques, les conflits fonciers de longue date et les nouvelles dissensions politiques ont transformé la Côte d'Ivoire en véritable poudrière. La méfiance et l'hostilité interethniques ont souvent dégénéré en flambées de violence explosives qui se sont répétées à cause d'un manque d'efforts concertés pour réconcilier les communautés entre elles, restaurer la confiance et répondre aux griefs.

Les conflits fonciers sont souvent déclenchés par la rupture des contrats de vente, le non-respect des lois foncières et par les antagonismes ethniques. Au fil des ans, les Guérés, originaires de l'ouest du pays, ont vendu leurs terres à des personnes étrangères à la région comme les Malinkés et les chasseurs traditionnels appelés Dozos, originaires du nord, mais également à d'autres étrangers venus travailler dans les plantations de cacao de l'ouest de la Côte d'Ivoire.

Les dissensions politiques ont exacerbé les conflits fonciers ; les Guéré - en majorité pro-Gbagbo - sont à couteaux tirés avec les Malinkés qui ont soutenu M. Ouattara lors de l'âpre bataille électorale qui a vu ce dernier prendre le pouvoir après l'arrestation de M. Gbagbo en avril 2011.

« Aujourd'hui, le problème ici est d'ordre politique, car tout le monde a un politicien favori », a affirmé Freddy Fortuné Gbahou, un habitant de Duékoué dont la maison a été détruite lors des violences électorales. « Ce village est un bastion de M. Gbagbo. Le problème est que ceux qui travaillaient pour nous avant [dans les fermes] – les Dozos – possèdent maintenant des armes. C'est ma seule crainte – mes ouvriers agricoles sont désormais armés ».

Les anciens habitants de Nahibly sont toujours confrontés à une insécurité préoccupante, car leurs agresseurs vivent

dans la même zone. La responsable du camp, Anne Léon, a dit que l'insécurité empêchait l'acheminement de l'aide aux réfugiés, et beaucoup redoutent de retourner dans leurs fermes.

Des dizaines de milliers d'hommes armés qui s'étaient battus lors du conflit post-électoral de 2010-2011, n'ont pas [déposé les armes](#) et l'armée n'a pas été réformée. De plus, de nombreux soldats des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) qui avaient soutenu M. Ouattara, ne respectent pas toujours la chaîne de commandement militaire.

D'après l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, entre 60 000 et 80 000 anciens combattants doivent être désarmés, mais le gouvernement avance un chiffre moins élevé, autour de 30 000.

La commission de réconciliation mise en place en 2011 n'est pas encore effective sur le terrain, tandis que [les arrestations et les détentions arbitraires](#) de personnes en majorité pro-Gbagbo sèment la méfiance et la peur parmi la population civile.

Il y a la crainte que la violence – qui évolue en dents de scie suivant la communauté qui a le dessus et, par conséquent, la plus grande force combattante – ne se transforme en cycle infernal de massacres. « Ces massacres provoquent des réactions et réveillent de vieilles rancœurs. Ceux qui souffrent aujourd'hui vont réagir à leur tour un jour », a déclaré le président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme (LIDHO) René Hokou Légré.

« Nous devons arrêter de nous entretuer [afin d'] être dans une bonne disposition d'esprit pour nous réconcilier. Mais tant que nous continuerons à nous battre les uns contre les autres, nous trouverons des raisons pour ne pas amorcer le processus de réconciliation. Nous ne nous sommes pas encore assis à la même table pour aborder ce problème. Il faut un signal fort pour montrer que nous sommes résolument engagés en faveur d'une réconciliation » a déclaré M. Légré à IRIN.

L'économie de la Côte d'Ivoire s'améliore lentement et la vie est en grande majorité redevenue normale à Abidjan, la capitale commerciale, ainsi que dans d'autres villes. En juin, [le Club de Paris](#) a accepté d'annuler la dette du pays qui s'élevait à 1 771,6 millions, dans le cadre de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés.

Cependant, M. Légré a fait valoir que le retour de la stabilité dans le pays dépendait plus d'un regain de confiance entre les Ivoiriens que d'une reprise économique.

« La solution aux problèmes de la Côte d'Ivoire ne se trouve pas entièrement dans la relance économique ; elle passe essentiellement par la reconstruction sociale et la réconciliation. Pour que cela arrive, il faudrait une paix durable, mais ces conditions ne sont pas encore réunies ».

Theme(s): [Governance](#), [Conflict](#), [Refugees/IDPs](#),

[This report does not necessarily reflect the views of the United Nations]



[Feedback](#) | [Terms & Conditions](#) | [News Feeds](#) | [About IRIN](#) | [Jobs](#) | [Donors](#)

Copyright © IRIN 2012. All rights reserved. This material comes to you via IRIN, the humanitarian news and analysis service of the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. The opinions expressed do not necessarily reflect those of the United Nations or its Member States. The boundaries, names and designations used on maps on this site and links to external sites do not imply official endorsement or acceptance by the UN. Republication is subject to terms and conditions as set out in the [IRIN copyright page](#).